



Compte rendu GT Sobriété énergétique – l'Etat exemplaire 29 juin 2022

Coprésidé par les ministres de la fonction publique (Stanislas Guérini) et de la Transition énergétique (Agnès Pannier-Runacher), ce GT avait pour objet l'Etat exemplaire concernant la sobriété énergétique. Il sera suivi d'un cycle de sous-groupes : bâtiment, mobilité, achats, économies d'énergie, et enfin pilotage et suivi.

Etaient également présents à ce GT, outre les organisations syndicales de la fonction publique d'Etat: l'ADEME, le Conseil pour le Climat, la Direction Energie-Climat, la Direction des achats de l'Etat

Est également lancé dans le même temps un cycle de GT avec le secteur privé (OS/MEDEF/CGPME).

Ce n'est pas coutume, le ministère de la fonction publique s'intéresse à la sobriété énergétique, et pour cause : la guerre en Ukraine a généré une flambée du prix de l'énergie, et le gouvernement craint de plus l'arrêt des contrats de gaz russe. L'hiver prochain risque d'être tendu en matière énergétique...

Agnès de Pannier- Bunacher a entamé le GT en déclarant que le politique du gouvernement repose sur trois piliers : sobriété, énergies renouvelables, relance nucléaire. L'objectif de sobriété : un effort de 40% d'ici 2050 (gaz, électricité, carburant) avec une première étape de 10%. Les enjeux a-t-elle affirmé : réaliser des économies, le projet démocratique européen, la souveraineté. Elle a annoncé une circulaire relative aux économies à réaliser, à adapter selon les lieux géographique, les bâtiments. Les mesures envisagées sont relatives au chauffage, à la climatisation, à la mobilité, aux horaires...etc. Elle a souligné la nécessité d'investir dans des équipements assurant la sobriété énergétique. Enfin elle a déclaré vouloir mettre en place un dialogue social dans les services publics à ce sujet. « Une feuille de route de décarbonation » sera établie a –t-elle affirmé.

Le ministre de la fonction publique déclare quant à lui vouloir embarquer tout le monde vers la transition écologique (...rien moins !), au moyen de deux leviers : l'Etat exemplaire, l'Etat levier des transformations. Et de congratuler la politique du ministère de la fonction publique depuis 2020 qui a permis de mettre en place un service public éco-responsable, avec l'achat de véhicules à faible émission, la mise en place du forfait mobilité durable (vélo) qui bénéficie à 77000 agents publics (sur 5,5 millions...), forfait désormais cumulable avec le remboursement transports en commun, de développer le télétravail, le numérique éco-responsable, les filières de recyclage etc Bref, une fonction publique éco-responsable. Vous n'avez rien remarqué comme changement notable dans votre univers administratif ? Tiens, comme c'est curieux !

Solidaires Fonction publique a, dans sa déclaration liminaire, dénoncé au préalable la relance du nucléaire, voie dangereuse et source de graves pollutions.

Pour Solidaires Fonction publique le rôle de l'Etat exemplaire, si l'on veut employer ces termes, c'est :

-engager le pays dans la voie du développement des énergies renouvelables, dans le cadre de la constitution d'un grand service public de l'énergie,

-réguler l'activité économique (en imposant le respect des normes sociales, sanitaires et environnementales, avec moyens humains et sanctions à l'appui),

-imposer une éco-conditionnalité des aides publiques et la relocalisation des emplois,

-mettre en œuvre une fiscalité environnementale incitative, avec mise en place d'alternatives ;

-développer les transports publics- notamment ferroviaires-, pour le transport de personnes comme des marchandises (ferroulage), et revenir sur la privatisation des transports.

-mettre en œuvre une politique d'urbanisme et de développement des services publics avec pour objectif de revenir sur le choix du développement de grandes métropoles qui ont pour conséquence l'abandon des zones rurales défavorisées et la concentration des populations les plus défavorisées en zone péri-urbaine. Les populations de ces zones géographiques laissées de côté se retrouvent en difficulté pour leurs déplacements longs et coûteux et nécessitant trop souvent le recours à la voiture individuelle. Et ce ne sont pas les MFS qui remédieront à cette situation difficile !

-mettre en œuvre une politique de la ville incluant l'isolation et la rénovation thermique des bâtiments anciens et notamment des bâtiments administratifs.

Les ministres ont fait le choix de ne traiter la question de la sobriété énergétique et la transition énergétique qu'au travers de l'action de l'Etat, en occultant le rôle des collectivités territoriales, pourtant essentiel (urbanisme, politique de la ville, transports publics...) arguant du principe de libre administration des collectivités locales ! Le partenariat Etat /collectivités territoriales est pourtant au centre de ces politiques. Partant de là, la nécessité de leur donner les moyens budgétaires d'une politique de la ville a été ignorée (quid du niveau de la DGF?). Quant au versant hospitalier qui couvre un vaste parc de bâtiments publics (hôpitaux publics ...), il n'en n'a pas été question : quid de crédits pour leur rénovation thermique ?

Solidaires Fonction publique a souligné que tout cela nécessite des moyens budgétaires et humains associés à une véritable politique environnementale globale orientée vers la bifurcation écologique, sinon c'est se payer de mots !